



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques Publiques
Section Environnement - guichet unique ICPE

Arrêté N° 58-2024-05-17-00001

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande de permis de construire, déposée par la société AEDES PVSOL 22-049, concernant le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque située sur la commune de Saint-Parize-le-Châtel

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-16, R. 123-1 et suivants ;
 - VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 422-1, L. 422-2 et R. 423-57 ;
 - VU la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;
 - VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
 - VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
 - VU l'arrêté préfectoral n° 58-2023-05-11-00001 du 11 mai 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
 - VU la demande de permis de construire, les pièces du dossier et l'étude d'impact, présentées par la société AEDES PVSOL 22-049 et constituant le projet d'implantation d'un parc photovoltaïque situé sur le territoire de la commune de Saint-Parize-le-Châtel ;
 - VU les avis des services et des collectivités locales émis dans le cadre de l'instruction ;
 - VU la liste des commissaires enquêteurs établie pour le département de la Nièvre au titre de l'année 2024 par l'arrêté préfectoral n° 58-2013-10-18-00003 du 18 octobre 2023 ;
 - VU la décision n° E24000036/21 du 19 avril 2024 par laquelle M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon a désigné M. Denis GOUTTE en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Joël VENIANT en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a eu lieu de soumettre cette demande d'autorisation à enquête publique ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Durée et objet de l'enquête publique

Il sera procédé du mardi 11 juin 2024 à partir de 9h00 au lundi 15 juillet 2024 jusqu'à 18h00, soit pendant une période de 35 jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande de permis de construire, déposée par la société AEDES PVSOL 22-049 (siège social : 221 avenue Pasteur - Bordeaux Rive Droite – 33270 Floirac), concernant un parc photovoltaïque situé sur la commune de Saint-Parize-le-Châtel.

La demande est sollicitée pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance crête de 3,89 MWc comprenant 8 124 panneaux photovoltaïques, 1 poste de livraison et 2 postes de transformation, au lieu-dit "Les Queudres" sur le territoire de la commune de Saint-Parize-le-Châtel.

L'enquête publique concerne les communes de Langeron, Luthenay-Uxeloup, Magny-Cours, Mars-sur-Allier, Saint-Parize-le-Châtel, Saint-Pierre-le-Moûtier et les communautés de communes Loire et Allier et Nivernais Bourbonnais.

Une autre enquête publique pour le projet de la société SOLEIL DES QUEUDRES en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, également sur le territoire de la commune de Saint-Parize-le-Châtel, aux lieux-dits "Les Queudres", "Les Vignes Blanches", "Les Champs de Nevers", "Route des Queudres", "Bois de Genievres", "Chaumes du Champ de Pierre" et "Les Berquières", se déroulera du mardi 4 juin 2024 à partir de 9h00 au lundi 8 juillet 2024 jusqu'à 18h00, soit pendant une période de 35 jours consécutifs.

Article 2 : Commissaire enquêteur et suppléant

M. Denis GOUTTE, ingénieur process, qualité, sécurité et environnement à la retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire par décision n° E24000036/21 du 19 avril 2024 de M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon. M. Joël VENIANT est le suppléant de M. Denis GOUTTE.

Article 3 : Consultation du dossier et observations du public

Le dossier d'enquête (comprenant notamment une étude d'impact et son résumé non technique), ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés dans la mairie de Saint-Parize-le-Châtel pendant toute la durée de l'enquête publique, afin que le public puisse :

- en prendre connaissance sur place, aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Saint-Parize-le-Châtel (lundi 9h00-12h00 et 14h00-18h00, mardi, jeudi, vendredi et samedi : 9h00-12h00),
- formuler éventuellement ses observations sur le registre spécialement ouvert à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur titulaire, M. Denis GOUTTE, à la mairie de Saint-Parize-le-Châtel, siège de l'enquête, où elles seront tenues à la disposition du public.

Les observations pourront également être adressées à la Préfecture de la Nièvre, par voie électronique, à l'adresse suivante : enquete-publique-aedespvsol@nievre.gouv.fr avant la fin de l'enquête. Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête et consultables sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre (www.nievre.gouv.fr – onglet "Publications" – rubrique "Enquêtes publiques État") dans les meilleurs délais.

En outre, le dossier pourra également être consulté dans les mairies de Langeron, Luthenay-Uxeloup, Magny-Cours, Mars-sur-Allier, Saint-Pierre-le-Moûtier, aux sièges des communautés de communes Loire et Allier et Nivernais Bourbonnais, ainsi que sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre (www.nievre.gouv.fr – onglet "Publications" – rubrique "Enquêtes publiques État").

Le dossier sera mis à disposition du public, durant toute la durée de l'enquête publique, sur un poste informatique à la Préfecture de Nevers (Pôle des Politiques Publiques – Section Environnement – guichet unique ICPE) sur rendez-vous, en téléphonant au 03.86.60.71.43 ou 03.86.60.71.46.

Article 4 : Permanences du commissaire enquêteur

M. Denis GOUTTE (ou son suppléant) se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la mairie de Saint-Parize-le-Châtel les :

➤ mardi	11 juin 2024	de	9h00 à 12h00
➤ mardi	18 juin 2024	de	9h00 à 12h00
➤ mardi	2 juillet 2024	de	9h00 à 12h00
➤ lundi	15 juillet 2024	de	15h00 à 18h00

Article 5 : Affichage et publication de l'avis au public

Un avis d'enquête publique, établi dans les conditions prévues par l'article L. 123-10 du code de l'environnement, sera affiché par les soins des maires de chaque commune citée à l'article 1^{er} et des présidents des collectivités citées au même article, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, soit au plus tard le lundi 27 mai 2024 et pendant toute la durée de celle-ci, à la porte des mairies et des sièges des communautés de communes et visible en dehors des heures d'ouverture des bureaux, ainsi qu'aux éventuels autres lieux habituels d'affichage.

Un certificat d'affichage sera établi par chaque maire et les présidents des communautés de communes concernés pour constater l'accomplissement de cette formalité.

En outre, dans ces mêmes conditions de délai et de durée, il sera procédé, par les soins de la société AEDES PVSOL 22-049, à l'affichage de ce même avis sur les lieux ou aux abords immédiats de l'opération. Les affiches devront être visibles et lisibles de la ou des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel du 9 septembre 2021.

Cet avis sera également inséré, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département, par les soins du Préfet de la Nièvre et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

L'avis d'enquête et le dossier de demande de permis de construire seront mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre : www.nievre.gouv.fr (onglet "Publications" - rubrique "Enquêtes publiques État") dans les mêmes conditions de délai que celles prévues ci-dessus.

Article 6 : Conduite de l'enquête publique

Conformément aux dispositions de l'article L. 123-13 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur rencontrera le responsable du projet. Il pourra également :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au responsable du projet de communiquer ces documents au public,
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants,
- entendre toutes les personnes concernées par le projet qui en feront la demande et convoquer toutes les personnes qu'il lui paraîtra utile de consulter,
- organiser toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du responsable du projet.

Article 7 : Communication et informations

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de la Nièvre, dès publication de cet arrêté.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être demandées est M. Cédric DE COLLASSON – société AEDES ENERGIES – 221 avenue Pasteur – Bordeaux Rive Droite – 33270 Floirac (Téléphone : 07.66.53.75.73 – Courriel : c.decollasson@aedesenergies.fr).

Article 8 : Fin de l'enquête publique

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos par le commissaire enquêteur.

Dès clôture du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le demandeur disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira, d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, qui doivent figurer dans un document séparé et précisera si elles sont favorables ou non au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Préfet de la Nièvre le registre et le dossier d'enquête, accompagnés du rapport et des conclusions susvisés. Il fera parvenir simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Dijon. Dès leur réception, une copie de ces documents sera adressée au responsable du projet ainsi qu'aux maires des communes et aux présidents des collectivités concernées.

À l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de la Nièvre – Pôle des Politiques Publiques - Section Environnement et guichet unique ICPE, ainsi qu'à la mairie de Saint-Parize-le-Châtel.

Ces éléments seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

À l'issue de la procédure, le Préfet de la Nièvre délivrera, soit une autorisation de permis de construire, éventuellement assortie de prescriptions, soit un refus motivé, par arrêté préfectoral qui sera notifié au responsable du projet.

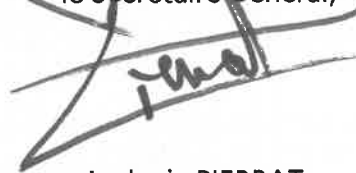
Article 9 : Exécution et notification

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre, Sous-Préfet de Nevers,
- les Maires de Langeron, Luthenay-Uxeloup, Magny-Cours, Mars-sur-Allier, Saint-Parize-le-Châtel et Saint-Pierre-le-Moûtier,
- les Présidents des communautés de communes Loire et Allier et Nivernais Bourbonnais,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté,
- le Directeur départemental des territoires de la Nièvre,
- le représentant de la société AEDES PVSOL 22-049,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont copie sera adressée à M. Denis GOUTTE, commissaire enquêteur, ainsi qu'à M. le Président du Tribunal Administratif, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **17 MAI 2024**

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,



Ludovic PIERRAT